



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

7 FEV. 2023

Arrêté préfectoral du
abrogeant l'arrêté de mise en demeure en date du 1^{er} juin 2022
pris à l'encontre de la société Ferme éolienne de Puech de l'Homme 1,
pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Barre

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022, portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1^{er} juin 2022 pris à l'encontre de la société Ferme éolienne de Puech de l'Homme 1, pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Barre ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2023, portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 14 novembre 2022 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 28 septembre 2022, transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 novembre 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que lors de la visite en date du 28 septembre 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les travaux de mise en conformité ont été réalisés selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} - Abrogation des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 2022
L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1^{er} juin 2022 susvisé est **abrogé**.

Article 2 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Barre en vue de l'information des tiers.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ainsi que le maire de la commune de BARRE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Ferme éolienne de Puech de l'Homme 1.

Fait à Albi, le 7 FEV. 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,


François PROISY